

INSTRUCTION

N° 01-003-P-R du 10 janvier 2001

NOR : BUD R 01 00003 J

Texte publié au BOCF

INSTRUCTION SUR LA FAUSSE MONNAIE

ANALYSE

Procédures applicables en présence de fausse monnaie et de pièces ou billets détériorés

Date d'application : 10/01/2001

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; CAISSE ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
PIÈCE DE MONNAIE ; DÉTÉRIORATION ; FAUSSE MONNAIE ; FAUX BILLETS

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 74-129-P3 du 10 septembre 1974

DOCUMENTS À ABROGER

Lettre commune n° 3116-2814 du 10 mai 1954
Circulaire n° 1709 du 30 mai 1956
Note de service n° 84-003-P-R du 4 janvier 1984

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	TGAP	TGC	TGE	RF	T	TGCST	SR	BA	EP	IP
SIA	DP											

DIFFUSION

GT 1

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

SOMMAIRE

1. PROCÉDURES ADMINISTRATIVES APPLICABLES EN CAS DE DÉTECTION DE FAUSSE MONNAIE	4
1.1. Fausses pièces	4
1.1.1. Fausses pièces décelées lors de la présentation au comptable.....	4
1.1.2. Fausses pièces décelées après entrée dans l'encaisse du poste comptable.....	5
1.1.3. Fausses pièces décelées par la Banque de France lors d'un dégagement de numéraire.....	5
1.1.4. Fausses pièces décelées par La Poste lors d'un dégagement de numéraire.....	5
1.1.5. Rôle des Monnaies et Médailles	6
1.2. Faux billets.....	6
1.2.1. Faux billets décelés lors de la présentation au comptable.....	6
1.2.2. Faux billets décelés après entrée dans l'encaisse du poste comptable.....	6
1.2.3. Faux billets décelés par la Banque de France lors d'un dégagement de numéraire.....	6
1.2.4. Faux billets décelés par La Poste lors d'un dégagement de numéraire.....	6
2. PROCÉDURES COMPTABLES APPLICABLES EN CAS DE FAUSSE MONNAIE	7
2.1. Fausse monnaie détectée lors de la présentation au comptable	7
2.2. Fausse monnaie détectée après entrée dans l'encaisse du poste comptable.	7
2.2.1. Chez le comptable non-centralisateur.....	7
2.2.2. Chez le comptable centralisateur.....	7
2.3. Fausse monnaie détectée par la Banque de France lors d'un dégagement de numéraire	8
2.3.1. Comptable non-centralisateur accrédité pour le numéraire.....	8
2.3.2. Comptable centralisateur.....	8
2.4. Fausse monnaie détectée par La Poste lors d'un dégagement de numéraire.	9
2.4.1. Ecritures constatées en poste comptable non-centralisateur lors d'un dégagement.....	9
2.4.2. Écritures constatées en poste centralisateur, à réception du bordereau de règlement P213G	9
2.5. Imputation des frais d'envoi.....	9
3. FAUSSE MONNAIE PERÇUE PAR DES RÉGIES.....	10
3.1. Régies des collectivités locales et établissements publics locaux.....	10
3.1.1. Fausse monnaie décelée par un régisseur avant d'avoir procédé à son encaissement	10
3.1.2. Fausse monnaie décelée par un comptable lors du versement d'un régisseur.....	10

3.1.3. Fausse monnaie décelée par la Banque de France dans le versement d'un régisseur habilité.....	11
3.2. Régisseurs d'État.....	11
3.2.1. Fausse monnaie décelée par le régisseur dans sa caisse avant le dégagement.	11
3.2.2. Fausse monnaie décelée par un comptable dans le versement d'un régisseur.....	11
3.2.3. Fausse monnaie décelée par la Banque de France dans le versement d'un régisseur habilité.....	12
4. PIÈCES ET BILLETS DÉTÉRIORÉS	12
4.1. Pièces détériorées	12
4.1.1. Pièces détériorées déposées pour échange par des particuliers	13
4.1.2. Pièces détériorées figurant dans l'encaisse des comptables	14
4.1.3. Pièces détériorées décelées par la Banque de France.....	15
4.2. Billets détériorés.....	16
4.2.1. Procédures administratives.....	16
4.2.2. Procédures comptables.....	16

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE : Arrêté du 18 décembre 1997	20
---	----

La présente instruction a pour objet de présenter aux comptables les procédures administratives et comptables à appliquer en présence de fausse monnaie et de pièces et billets détériorés, étant précisé qu'elles ne s'appliquent qu'aux signes monétaires ayant cours en France. A ce titre, la portée de la présente instruction a un caractère général qui perdurera au-delà de l'introduction de l'euro fiduciaire. Cependant, il est précisé que des dispositions particulières, qui seront communiquées aux comptables en temps utile, seront adoptées lors de l'opération spécifique d'introduction de l'euro fiduciaire et de retrait du franc.

Par ailleurs, le traitement des faux billets étrangers, repris dans le cadre de l'activité de change manuel, exercée au titre des Fonds Particuliers par les Trésoriers-Payeurs Généraux, fait l'objet d'une réglementation spécifique.

1. PROCÉDURES ADMINISTRATIVES APPLICABLES EN CAS DE DÉTECTION DE FAUSSE MONNAIE

Conformément aux termes de l'article 442-7 du nouveau code pénal, la confiscation des pièces de monnaie et des billets de banque contrefaits ou falsifiés est obligatoire ; le refus de restitution de signes monétaires contrefaits ou falsifiés fait partie des contraventions contre l'État et est passible d'une peine prévue par l'article 645-9 du nouveau code pénal.

Selon que la falsification porte sur des pièces ou des billets, les signes monétaires contrefaits ou falsifiés doivent être remis à l'administration des Monnaies et Médailles, seule habilitée à battre monnaie pour le compte de l'État, ou à la Banque de France, seule autorisée à émettre les billets reçus comme monnaie légale, aux fins de destruction éventuelle.

1.1. FAUSSES PIÈCES

1.1.1. Fausses pièces décelées lors de la présentation au comptable

Dès lors que les pièces sont reconnues fausses ou présumées fausses, elles ne peuvent être acceptées en paiement, mais doivent en tout état de cause être retenues par le comptable. Celui-ci invite le présentateur à déclarer son identité, son adresse, et à lui fournir toutes précisions utiles sur les circonstances dans lesquelles il est entré en possession de ces pièces.

A cet égard, il est souligné qu'il ne faut en aucun cas soustraire à la vue du présentateur le ou les pièces en cause lors des opérations de vérification, avant d'avoir procédé au relevé des caractéristiques des coupures, ceci afin d'éviter toute contestation.

Il est par ailleurs délivré au présentateur un reçu indiquant le nombre et les caractéristiques des pièces confisquées (reçu P1C).

Il appartient au comptable non-centralisateur qui n'effectue pas ses opérations de numéraire auprès de la Banque d'envoyer ces pièces au comptable centralisateur en relation avec un comptoir Banque de France, appuyées de la fiche de renseignements recueillis auprès du présentateur, en recommandé avec accusé de réception.

Le comptable centralisateur procède au versement à la Banque de France des pièces de l'espèce, aussi bien celles provenant des comptables non-centralisateurs de son arrondissement financier que celles remises à ses propres guichets, accompagnées de la fiche de renseignements, indépendamment de tout versement relatif à un dégagement de caisse.

Le comptable non-centralisateur en relation avec la Banque de France agit à ce sujet comme un comptable centralisateur.

A cet égard, il est précisé que ne devront être transmises à l'Institut d'Émission dans ce cadre que les pièces reconnues fausses, à l'exclusion de toutes autres ; la Banque de France procédant périodiquement à l'envoi à PESSAC de monnaie métallique, accepte d'inclure à cet envoi les pièces fausses décelées par les comptables. Il est toutefois demandé à ces derniers de déposer au début de chaque trimestre les pièces concernées.

En outre, la Banque ne procédera en aucun cas à l'expertise de ces pièces, ni à l'individualisation comptable par comptable des déficits ainsi causés.

1.1.2. Fausses pièces décelées après entrée dans l'encaisse du poste comptable

Le comptable non centralisateur qui n'effectue pas ses opérations de numéraire auprès de la Banque retire ces pièces de la circulation et les adresse au comptable centralisateur comme énoncé ci-dessus, pour transmission à la Banque de France.

Le comptable centralisateur procède une fois par trimestre au dépôt isolé des pièces de l'espèce, comptabilisées dans sa propre caisse ou provenant des comptables non-centralisateurs, auprès du comptoir avec lequel il est en relation. Ce dernier délivre un reçu qui pourra être utilisé dans le cas d'une demande en remise gracieuse ou décharge de responsabilité.

Le comptable non-centralisateur en relation avec la Banque de France agit à ce sujet comme un comptable centralisateur.

Ces dépôts de pièces à la Banque de France, qui devront se limiter strictement aux pièces apocryphes, devront être effectués au début de chaque trimestre afin de permettre à celle-ci de les inclure à son envoi périodique aux Ateliers monétaires de Pessac.

1.1.3. Fausses pièces décelées par la Banque de France lors d'un dégagement de numéraire.

Lorsque l'Institut d'Émission décèle des pièces fausses dans le versement d'un comptable, il débite le compte courant du comptable (voir Chapitre II) et lui délivre un reçu de rejet, à joindre à l'appui d'une demande en remise gracieuse ou d'une décharge de responsabilité.

1.1.4. Fausses pièces décelées par La Poste lors d'un dégagement de numéraire.

Lorsque la Poste décèle des pièces fausses dans le versement d'un comptable, elle ne se charge pas de l'acheminement des pièces de l'espèce à la Banque de France, mais procède à leur restitution au comptable, appuyée de l'état de dégagement en numéraire indiquant le montant du rejet acquitté par le représentant de La Poste ; le CCP/AD n'est alors crédité que pour le montant net de la remise.

Le comptable devra présenter ce document à l'appui de la demande en remise gracieuse ou de décharge de responsabilité.

Le comptable non-centralisateur qui n'effectue pas ses opérations de numéraire auprès de la Banque de France fait alors parvenir les pièces au comptable centralisateur pour transmission à cette dernière, conformément à la procédure décrite au paragraphe 1.1.1.

Bien évidemment, lorsque La Poste ne décèle pas les pièces fausses versées à ses guichets par un comptable du Trésor, celles-ci sont intégrées dans sa propre caisse, et ne font donc l'objet ni de restitution ni de débit lorsqu'elles sont ultérieurement détectées par la Banque de France.

1.1.5. Rôle des Monnaies et Médailles

Les monnaies métalliques étant frappées par la Direction des Monnaies et Médailles pour le compte de l'État, c'est à celle-ci que revient la fausse monnaie ; aussi la Banque de France se charge-t-elle de l'acheminer vers l'Atelier Monétaire de Pessac, seul habilité à procéder à la destruction des fausses pièces.

1.2. FAUX BILLETS

1.2.1. Faux billets décelés lors de la présentation au comptable.

Lorsque les billets sont reconnus faux (ou présumés faux), ils ne doivent pas être acceptés en paiement et sont retenus dans les mêmes conditions que celles applicables aux fausses pièces (cf. chapitre I, section 1, paragraphe 1.1).

Comme pour les fausses pièces, il est souligné qu'il ne faut en aucun cas soustraire à la vue du présentateur le ou les billets en cause lors des opérations de vérification, avant d'avoir procédé au relevé des caractéristiques des coupures, ceci afin d'éviter toute contestation.

Les comptables non-centralisateurs, qui ne sont pas en relation avec un comptoir Banque de France, et qui de ce fait effectuent leurs opérations en numéraire avec La Poste, doivent déposer leurs faux billets accompagnés de la fiche de renseignements, aux guichets de celle-ci, indépendamment de leurs versements afférents à un dégagement de caisse, pour simple transmission à la Banque de France.

Les comptables en résidence d'un comptoir Banque de France, procèdent quant à eux à la remise directe des faux billets auxquels sera jointe la fiche de renseignements, indépendamment de leurs versements afférents à un dégagement de caisse.

1.2.2. Faux billets décelés après entrée dans l'encaisse du poste comptable.

Il convient bien entendu de retirer ces billets de la circulation, et la remise aux guichets de La Poste ou de la Banque s'effectue dans les mêmes conditions qu'énoncées ci-dessus.

Le comptoir de l'Institut d'Émission, comme La Poste, délivre un reçu qui pourra être utilisé dans le cas d'une demande de remise gracieuse ou de décharge de responsabilité.

1.2.3. Faux billets décelés par la Banque de France lors d'un dégagement de numéraire.

En cas de faux billets détectés dans le dégagement d'un comptable par la Banque de France, celle-ci délivre un reçu, parallèlement au débit sur le compte courant du comptable.

1.2.4. Faux billets décelés par La Poste lors d'un dégagement de numéraire.

Contrairement à la procédure prévue pour les pièces fausses, lorsque des faux billets sont détectés par La Poste dans le versement d'un comptable, celle-ci les transmet directement à la Banque de France et délivre au comptable l'état de dégagement de numéraire indiquant le montant du rejet acquitté par son représentant parallèlement au crédit du CCP/AD pour le montant net de la remise.

De même que pour les pièces, dès lors que La Poste ne détecte pas un billet faux ou présumé faux dans le versement d'un comptable, celui-ci est intégré dans sa caisse et donc à sa charge lors du rejet ultérieur par la Banque de France.

2. PROCÉDURES COMPTABLES APPLICABLES EN CAS DE FAUSSE MONNAIE

2.1. FAUSSE MONNAIE DÉTECTÉE LORS DE LA PRÉSENTATION AU COMPTABLE

Cette opération ne donne lieu à aucune écriture comptable, que ce soit au niveau du poste non-centralisateur ou du poste centralisateur auquel les espèces sont transmises mais à inscription en valeurs inactives sur le registre P4 au compte 21 « valeurs à réaliser » ou au compte divisionnaire 124 « billets n'ayant plus cours et billets détériorés ».

2.2. FAUSSE MONNAIE DÉTECTÉE APRÈS ENTRÉE DANS L'ENCAISSE DU POSTE COMPTABLE.

2.2.1. Chez le comptable non-centralisateur.

La présence de fausse monnaie dans sa caisse conduit le comptable à constater un déficit de caisse, et à effectuer une inscription en comptabilité des valeurs inactives (paragraphe 2.1).

Les écritures suivantes sont enregistrées en DDR3 :

- Débit 306 « Opérations diverses - Autres opérations - Divers » ;
- Crédit 3531 « Numéraire ».

Une copie de la fiche de transmission 5110-P333 justifie le débit à la rubrique 306.

Les pièces sont transmises soit au comptable centralisateur, soit à la Banque de France si le comptable est accrédité pour le numéraire.

Les billets sont transmis à la Banque de France si le comptable est accrédité pour le numéraire, à La Poste dans le cas contraire.

La transmission de la fausse monnaie donne lieu à une sortie en comptabilité des valeurs inactives.

2.2.2. Chez le comptable centralisateur

2.2.2.1. Traitement de la fausse monnaie détectée dans la caisse d'un poste comptable non-centralisateur rattaché

La réception des pièces en provenance d'un poste comptable non centralisateur rattaché ne donne lieu à aucune écriture en Comptabilité Générale de l'État. Ces pièces sont simplement inscrites en comptabilité des valeurs inactives.

Cependant, à réception du bordereau de règlement P213G, le comptable centralisateur constate le déficit de caisse du comptable non centralisateur :

- Débit 461.218 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 471.988 « Imputation provisoire de dépenses diverses – Dépenses diverses – Divers ».

2.2.2.2. Traitement de la fausse monnaie détectée dans sa propre caisse

La présence de fausse monnaie dans sa caisse conduit le comptable centralisateur à constater un déficit de caisse, et à effectuer une inscription en comptabilité des valeurs inactives.

Les écritures suivantes sont enregistrées :

- Débit 461.218 « Déficits des comptes avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 531.11 « Numéraire des comptes centralisateurs du Trésor ».

Les pièces sont transmises à la Banque de France tout comme les billets et la transmission de la fausse monnaie donne lieu à une sortie en comptabilité des valeurs inactives.

2.3. FAUSSE MONNAIE DÉTECTÉE PAR LA BANQUE DE FRANCE LORS D'UN DÉGAGEMENT DE NUMÉRAIRE

Lorsque la Banque de France décèle de la fausse monnaie dans un dégagement de numéraire, elle transmet les pièces aux Ateliers monétaires de Pessac ou retire les faux billets de la circulation. Parallèlement, elle effectue un débit d'office sur le compte courant du Trésor et délivre un avis d'opérations indiquant le rejet et son motif. Le comptable enregistre un déficit en comptabilité.

2.3.1. Comptable non-centralisateur accrédité pour le numéraire

Au vu du relevé de compte, le comptable enregistre les écritures suivantes, pour le montant net de la fausse monnaie :

- Débit 306 « Opérations diverses - Autres opérations - Divers » ;
- Crédit 3512 « Compte du Trésor à la Banque de France ».

L'avis d'opérations justifie le débit à la rubrique 306.

2.3.2. Comptable centralisateur

Fausse monnaie détectée dans le dégagement de numéraire d'un comptable non centralisateur rattaché

A réception du bordereau de règlement P213G, le comptable constate le déficit de caisse du comptable non centralisateur.

- Débit 461.218 « Déficits des comptes avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 471.988 « Imputation provisoire de dépenses diverses – Dépenses diverses - Divers ».

Fausse monnaie détectée dans le dégagement de numéraire du comptable centralisateur

Au vu du relevé de compte :

- Débit 461.218 « Déficits des comptes avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 512.11 « Compte courant du Trésor à la Banque de France - comptes centralisateurs ».

L'avis d'opérations de la Banque de France justifie le débit au compte 461.218.

2.4. FAUSSE MONNAIE DÉTECTÉE PAR LA POSTE LORS D'UN DÉGAGEMENT DE NUMÉRAIRE.

Lorsque La Poste décèle de la fausse monnaie dans un dégagement de numéraire, elle restitue les pièces au comptable et transmet les billets à la Banque de France.

Elle crédite le CCP/AD pour le montant de la monnaie acceptée uniquement. L'état de dégagement en numéraire est annoté du montant du rejet.

2.4.1. Ecritures constatées en poste comptable non-centralisateur lors d'un dégagement

pour le montant de la fausse monnaie le comptable constate un déficit de caisse

- Débit 306 « Opérations diverses – Autres opérations - Divers » ;
- Crédit 3531 « Numéraire ».

pour le montant de la monnaie acceptée

- Débit 306 « Opérations diverses – Dégagement de la caisse par l'intermédiaire de La Poste » ;
- Crédit 3531 « Numéraire ».

Une copie de l'état de dégagement en numéraire annoté du rejet justifie le débit à la rubrique 306 « Opérations diverses – Dégagement de la caisse par l'intermédiaire de La Poste ».

2.4.2. Écritures constatées en poste centralisateur, à réception du bordereau de règlement P213G

pour le montant de la fausse monnaie

- Débit 461.218 « Déficits des comptes avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 471.988 « Imputation provisoire de dépenses diverses – Dépenses diverses - Divers ».

pour le montant de la monnaie acceptée

- Débit 513.22 « CCP/AD - Avis de crédit attendus » ;
- Crédit 390.30 « Compte courant entre comptes du Trésor centralisateurs et non centralisateurs - Opérations à l'initiative des comptes centralisateurs ».

2.5. IMPUTATION DES FRAIS D'ENVOI

Lorsque les pièces fausses doivent être transmises au comptable centralisateur en résidence d'un comptoir Banque de France, les éventuels frais d'envoi (*envoi en recommandé avec A.R.*) devront être pris en charge sur le budget de fonctionnement.

3. FAUSSE MONNAIE PERÇUE PAR DES RÉGIES

3.1. RÉGIES DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

S'agissant des écritures comptables présentées ci-dessous, il est précisé que ce sont celles prévues en comptabilités M14, M2 et M3, la correspondance en M51 et M6 étant indiquée en bas de page.

3.1.1. Fausse monnaie décelée par un régisseur avant d'avoir procédé à son encaissement

Dans ce cas, le régisseur, bien que n'acceptant pas comptablement les fonds, est tenu de retenir cette fausse monnaie, et doit, à l'instar d'un comptable, remettre à la partie versante un reçu P1C.

3.1.2. Fausse monnaie décelée par un comptable lors du versement d'un régisseur

Lorsque des coupures apocryphes sont constatées dans le versement d'un régisseur qui n'est pas habilité, il appartient au comptable non centralisateur de :

- constater en comptabilité de l'État le montant effectivement encaissé (hors fausse monnaie)

- Débit 3531 « Numéraire » ;
- Crédit 343 « Correspondants - Collectivités et EPL ».

et de procéder concomitamment aux écritures dans la comptabilité de la collectivité ou de l'établissement public local :

- constatation du montant effectivement encaissé

- Débit ¹ 515 « Compte au Trésor » ;
- Crédit ² 4711 « Versements des régisseurs ».

- constatation du déficit lié à la fausse monnaie

- Débit ³ 429 « Déficits et débits des comptables et régisseurs » ;
- Crédit ² 4711 « Versements des régisseurs ».

Le comptable non-centralisateur retient par ailleurs la fausse monnaie et procède à son transfert à la Banque de France.

Le régisseur pour sa part présente une demande en décharge de responsabilité ou de remise gracieuse.

¹ 515 compte 568 en M51 et M6

² 4711 compte 490 en M51 et M6

³ 429 compte 419 en M51 et M6

3.1.3. Fausse monnaie décelée par la Banque de France dans le versement d'un régisseur habilité.

Lorsqu'elle constate la présence de fausse monnaie dans le versement d'un régisseur habilité, la Banque de France débite d'office le compte courant du Trésor du comptable accrédité, qui procède, à réception du relevé de compte, aux écritures suivantes.

- en comptabilité État

- Débit 343 « Correspondants - Collectivités et EPL » ;
- Crédit 3512 « Compte du Trésor à la Banque de France ».

- dans la comptabilité de la collectivité ou de l'établissement public local

- Débit ⁴ 429 « Déficits et débits des comptables et des régisseurs » ;
- Crédit ⁵ 515 « Compte au Trésor ».

3.2. RÉGISSEURS D'ÉTAT

Les cas où le régisseur retient la fausse monnaie qu'il décèle doivent être traités conformément aux modalités prévues supra au § 3.1.1

3.2.1. Fausse monnaie décelée par le régisseur dans sa caisse avant le dégagement.

Le régisseur retire de la circulation la fausse monnaie contenue dans sa caisse.

Il remet les espèces apocryphes soit à la caisse du comptable où il effectue ses versements, soit à la Banque de France s'il est habilité, indépendamment de tout dégagement de caisse.

Il présente ensuite une demande en décharge de responsabilité ou remise gracieuse au comptable assignataire.

Dès réception de celle-ci, ce dernier comptabilise l'opération par :

- Débit 461.22 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Régisseurs » en Trésorerie Générale ;
- Crédit 369.12 « Compte de dépôts au Trésor des régisseurs ».

3.2.2. Fausse monnaie décelée par un comptable dans le versement d'un régisseur

Si la détection de la fausse monnaie a lieu en présence du régisseur, le comptable retire la fausse monnaie de la circulation.

Il constate le montant du versement accepté par :

- Débit 531.11 « Numéraire des comptables centralisateurs » ;
- Crédit 369.12 « Compte de dépôts au Trésor des régisseurs ».

⁴ 429 compte 419 en M51 et M6

⁵ 515 compte 568 en M51 et M6

et le montant du déficit par :

- Débit 461.22 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Régisseurs » ;
- Crédit 369.12 « Compte de dépôts au Trésor des régisseurs ».

Le régisseur présente immédiatement une demande de décharge de responsabilité ou remise gracieuse au comptable assignataire.

Si la détection de fausse monnaie a lieu lors de la reconnaissance différée du versement du régisseur, le comptable constate le déficit à la charge du régisseur par :

- Débit 461.22 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Régisseurs » ;
- Crédit 531.11 « Numéraire des comptables centralisateurs ».

et en informe le régisseur.

Celui-ci présente immédiatement une demande de décharge de responsabilité ou remise gracieuse au comptable assignataire.

3.2.3. Fausse monnaie décelée par la Banque de France dans le versement d'un régisseur habilité

La Banque de France débite le compte courant du Trésor lorsqu'elle constate la présence de fausse monnaie dans le versement d'un régisseur habilité.

A réception du relevé de compte, le comptable constate le déficit à la charge du régisseur par :

- Débit 461.22 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Régisseurs » ;
- Crédit 512.11 « Compte courant du Trésor à la Banque de France - Comptables centralisateurs ».

et en informe le régisseur.

Celui-ci présente immédiatement une demande de décharge de responsabilité ou remise gracieuse au comptable assignataire.

4. PIÈCES ET BILLETS DÉTÉRIORÉS

4.1. PIÈCES DÉTÉRIORÉES

L'arrêté du 23 mars 1953 fixant les conditions de reprise par les Monnaies et Médailles des pièces de monnaie détériorées a été abrogé par un arrêté du 18 décembre 1997, paru au Journal officiel du 11 janvier 1998, dont copie figure en annexe 1.

En conséquence les dispositions en ce domaine précédemment adoptées en application de cet arrêté sont devenues caduques.

C'est ainsi que ne subsiste qu'une seule catégorie de pièces regroupant les pièces précédemment dénommées « détériorées, frauduleusement altérées et volontairement mutilées » ; il s'agit donc :

- des pièces présentant un défaut entraînant une altération de leurs caractéristiques et ne permettant pas de s'assurer de leur authenticité ;

- des pièces qui ne sont pas présentées dans leur intégralité (la surface minimale devant être de 50% pour les pièces monométalliques ou présence minimum de l'insert pour les bimétalliques).

Celles-ci devront donc être systématiquement transmises aux Ateliers Monétaires de PESSAC pour examen, les services techniques de la Monnaie étant seuls compétents pour effectuer cette vérification d'authenticité.

Par ailleurs la Banque de France étant également autorisée à reprendre à leurs détenteurs les pièces de l'espèce, les comptables du Trésor ne sont plus tenus de recevoir les pièces détériorées présentées à leurs guichets par les établissements bancaires.

Ils sont donc invités à reprendre exclusivement les pièces détériorées présentées à leurs guichets par des particuliers pour échange ou par des redevables en paiement de droits et devront les expédier à Pessac pour expertise, préalablement à tout échange ou comptabilisation.

Il sera délivré au présentateur un reçu P1C, retraçant les nom, prénom et adresse du présentateur ainsi que le nombre et numéro de chacun des billets, et établi une fiche de transmission 5110-P333. Parallèlement, les coupures seront comptabilisées en valeurs inactives au compte divisionnaire 124 « Billets n'ayant plus cours et billets détériorés » ou 21 « Valeurs à réaliser », tenu respectivement par le comptable centralisateur et non-centralisateur.

4.1.1. Pièces détériorées déposées pour échange par des particuliers

4.1.1.1. Pièces reçues par un comptable non-centralisateur

Les comptables non-centralisateurs doivent adresser les pièces de l'espèce au Trésorier-Payeur Général, La Poste n'acceptant pas de les prendre en charge.

Les éventuels frais d'envoi (envoi en recommandé avec A.R.) sont pris en charge sur les frais de fonctionnement.

4.1.1.2. Pièces reçues par un comptable centralisateur

Les Trésoreries Générales centralisent les pièces détériorées présentées à leurs guichets ainsi que les pièces reçues des comptables non-centralisateurs, puis les expédient à Pessac pour expertise.

4.1.1.3. Remboursement par les Monnaies et Médailles

Eu égard à ces nouvelles dispositions, il ressort que la dépense est maintenant à l'initiative de l'Agent comptable des Monnaies et Médailles qui, au vu des résultats de la procédure de vérification d'authenticité des pièces, procède à l'envoi d'un ordre de paiement assigné sur sa caisse aux comptables concernés, pour remboursement des pièces reconnues remboursables.

Cette nouvelle procédure donne lieu aux écritures suivantes :

En poste comptable centralisateur

- à réception de l'ordre de paiement émanant de l'Agent comptable des Monnaies et Médailles

- | | | |
|----------|--------|---|
| • Débit | 391.00 | « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor - Transferts de dépenses » |
| | | <i>spécification 1 : 9000 spécification 2 : 0305 clé 00 ;</i> |
| • Crédit | 475.88 | « Imputation provisoire de recettes - Tiers - Recettes diverses ». |

- lors du remboursement au déposant après restitution par celui-ci du reçu P1C

- Débit 475.88 « Imputation provisoire de recettes - Tiers - Recettes diverses » ;
- Crédit Divers comptes financiers.

Les imprimés 5110-P333 acquittés par les déposants justifient le débit au compte 475.88.

- cas où les pièces ont été initialement reçues en dépôt par un comptable non centralisateur :

- Débit 391.00 « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor - Transferts de dépenses » ;
- Crédit 390.31 « Compte courant entre comptables du Trésor centralisateurs et non centralisateurs - Opérations à l'initiative des comptables du Trésor centralisateurs ».

En poste comptable non centralisateur

- A réception de l'avis de règlement :

- Débit 3900 « Opérations à l'initiative des comptables centralisateurs » ;
- Crédit 3476 « Imputation provisoire de recettes », sous-rubrique « Autres recettes à régulariser ».

Parallèlement à l'envoi de l'avis de règlement 0402, le comptable centralisateur expédie la fiche de transmission 5110-P333 au comptable non centralisateur concerné revêtue au verso de l'autorisation de remboursement.

- lors du remboursement au déposant après restitution par celui-ci du reçu P1C

- Débit R 3476 « Imputation provisoire de recettes », sous-rubrique « Autres recettes à régulariser » ;
- Crédit Diverses rubriques de disponibilités.

A l'ACCT

- A réception du transfert de dépenses

- Débit 380.02 « Comptes de dépôts au Trésor - Monnaies et Médailles » ;
- Crédit 391.00 « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor - Transferts de dépenses ».

- lors du remboursement opéré à l'initiative de la Direction du Trésor

- Débit 906.041 « Comptes d'opérations monétaires - Compte d'émission des monnaies métalliques - Autres dépenses » ;
- Crédit 380.02 « Comptes de dépôts au Trésor - Monnaies et Médailles ».

4.1.2. Pièces détériorées figurant dans l'encaisse des comptables

Ces pièces font partie de l'encaisse des comptables. Elles doivent par conséquent en être sorties.

4.1.2.1. En poste non centralisateur

- lors de la sortie de caisse, constatation d'un déficit dans la comptabilité DDR3

- Débit R 306 « Opérations diverses - Autres opérations - Divers » ;
- Crédit R 3531 « Numéraire des comptables centralisateurs ».

Une copie de la fiche de transmission 5110-P333 justifie le débit à la rubrique 306.

A réception du P213G constatant le déficit de caisse, le comptable centralisateur passe l'écriture :

- Débit 461.218 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 471.988 « Imputation provisoire de dépenses diverses – Dépenses diverses - Divers ».

- comptabilisation en valeurs inactives en Trésorerie Générale et transmission à Pessac pour expertise.

4.1.2.2. En poste centralisateur

- lors de la sortie de caisse, constatation d'un déficit

- Débit 461.218 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 531.11 « Numéraire des comptables centralisateurs ».

Une copie de la fiche de transmission 5110-P333 justifie le débit au compte 461.218 précité.

- comptabilisation en valeurs inactives et transmission à PESSAC par la Trésorerie Générale pour expertise.

4.1.2.3. Remboursement par les Monnaies et Médailles

Les comptables centralisateurs destinataires des remboursements procéderont aux écritures décrites ci-dessous :

A réception de l'ordre de paiement émanant de l'Agent Comptable des Monnaies et Médailles :

- Débit 391.00 « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor - Transferts de dépenses »
spécification non comptable : 9000
spécification comptable : 0305 clé 00 ;
- Crédit 461.218 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet – Autres déficits » ; (le compte 461.218 est soldé à l'issue de cette opération).

4.1.3. Pièces détériorées décelées par la Banque de France.

Lorsque la Banque décèle des pièces détériorées dans le versement des comptables, elle procède elle-même à l'analyse de validité des pièces mais ne procède à aucune écriture de régularisation au débit du compte courant ; en effet les pièces bimétalliques représentées au minimum par l'insert sont considérées comme remboursables, une surface minimale de 50 % devant être présentée pour les pièces monométalliques.

Dans le cas où la pièce est jugée non valable elle est rejetée au motif « pièce non remboursable ». Ceci donne lieu à débit du compte courant, et restitution de la pièce au comptable, la procédure étant alors celle de la fausse monnaie.

Dans les autres cas la Banque de France transmet directement les pièces détériorées aux Ateliers de Pessac.

4.2. BILLETS DÉTÉRIORÉS

Tout billet ayant subi une altération ne permettant pas de s'assurer de son authenticité ou ayant été amputé d'une partie de sa surface est considéré comme détérioré.

4.2.1. Procédures administratives.

Les billets étant émis par la Banque de France, l'échange des billets détériorés relève de sa compétence.

Aussi les comptables du Trésor sont-ils invités à remettre à la Banque de France dans les conditions suivantes :

☞ les billets détériorés détectés avant l'entrée en caisse

C'est bien sûr le cas des billets déposés par les clients pour échange, mais aussi celui des billets détériorés présentés dans le cadre du paiement de droits, qui doivent être retirés de la circulation.

Les coupures en cause sont donc transmises à la Banque de France pour examen, préalablement à tout échange ou comptabilisation.

Il sera délivré au présentateur un reçu PIC, retraçant les nom, prénom et adresse du présentateur ainsi que le nombre et numéro de chacun des billets, et établi une fiche de transmission 5110-P333. Parallèlement, les coupures seront comptabilisées en valeurs inactives au compte divisionnaire 124 « Billets n'ayant plus cours et billets détériorés » ou 21 « Valeurs à réaliser », tenu respectivement par le comptable centralisateur et non-centralisateur.

Les comptables non-centralisateurs qui effectuent habituellement leurs opérations en numéraire auprès de La Poste pourront déposer les billets détériorés auprès de ses guichets séparément de leur versement, pour simple transmission à la Banque de France.

☞ les billets détériorés n'ayant pas été décelés avant l'entrée en caisse

Les billets détériorés ayant préalablement fait l'objet d'une entrée dans la caisse du comptable, leur transmission à la Banque de France pour examen s'accompagne d'écritures en comptabilité générale de l'État (constatation de la sortie des billets de l'encaisse du comptable).

4.2.2. Procédures comptables

4.2.2.1. Billets non entrés dans la caisse

En poste non centralisateur

accrédité auprès de la Banque de France pour les opérations de numéraire

- *comptabilisation en valeurs inactives et transmission pour échange à la Banque de France*

- lors du remboursement par la Banque de France :

- Débit 3512 « Compte du Trésor à la Banque de France » ;
- Crédit 3476 « Imputation provisoire de recettes », sous-rubrique « Autres recettes à régulariser ».

Après le remboursement par la Banque de France, le comptable centralisateur passe l'écriture :

- Débit 476.8 « Imputation provisoire de recettes chez les comptables non centralisateurs – Autres (État et correspondants) » ;
- Crédit 466.886 « Dépôts divers - Encaissement de valeurs ».

- lors du remboursement au déposant après restitution par celui-ci du reçu P1C et émargement de l'imprimé 5110.P333

- Débit 3476⁶ « Imputation provisoire de recettes », sous-rubrique « Autres recettes à régulariser » ;
- Crédit diverses rubriques de disponibilités.

Après le remboursement au déposant, le comptable centralisateur passe l'écriture :

- Débit 466.886 « Dépôts divers – Encaissement de valeurs » ;
- Crédit 476.8 « Imputation provisoire de recettes chez les comptables non centralisateurs – Autres (Etat et correspondants) ».

effectuant ses opérations en numéraire auprès de la Poste

Même procédure et mêmes écritures que dans le cas d'un comptable accrédité Banque de France.

Utilisation de la rubrique 3531 au lieu de la rubrique 3512.

En poste centralisateur

- comptabilisation en valeurs inactives puis transmission pour échange à la Banque de France

- lors du remboursement par la Banque de France :

- Débit 512.11 « Compte courant du Trésor à la Banque de France - Comptables centralisateurs » ;
- Crédit 466.886 « Dépôts divers - Encaissements de valeurs ».

- lors du remboursement au déposant après restitution par celui-ci du reçu P1C

- Débit 466.886 « Dépôts divers - Encaissements de valeurs » ;
- Crédit Divers comptes financiers.

L'imprimé 5110-P333 acquitté par le déposant justifie le débit au compte 466.886.

⁶ Le crédit de la sous-rubrique 3476 « Imputation provisoire de recettes », sous-rubrique « Autres recettes à régulariser » s'intègre automatiquement en CGL via SCR3, au crédit du compte 476.8

4.2.2.2. Billets figurant dans l'encaisse des comptables

Ces billets font partie de l'encaisse des comptables. Ils doivent par conséquent en être sortis.

En poste non centralisateur

- lors de la sortie de caisse, constatation d'un déficit :

- Débit 3472 ⁷ « Imputation provisoire de dépenses », sous-rubrique « Autres dépenses à régulariser » ;
- Crédit 3531 « Numéraire ».

Le comptable centralisateur passe l'écriture suivante constatant le déficit de caisse du PNC :

- Débit 461.218 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 472.8 « Imputation provisoire de dépenses chez les comptables non centralisateurs - Autres (État et correspondants) ».

- comptabilisation en valeurs inactives et transmission pour échange à la Banque de France ou à la Poste.

- lors du remboursement par la Banque de France ou la Poste :

- Débit 3512 « Compte du Trésor à la Banque de France » ou R 3531 « Numéraire » ;
- Crédit 3472 « Autres dépenses à régulariser ».

Après le remboursement par la Banque de France ou La Poste, le comptable centralisateur apure le déficit de caisse initialement constaté

- Débit 472.8 « Imputation provisoire de dépenses chez les comptables non centralisateurs – Autres (État et correspondants) » ;
- Crédit 461.218 « Déficits des comptables avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits ».

⁷ Le débit et le crédit de la sous-rubrique 3472 « Imputation provisoire de dépenses », sous-rubrique « Autres dépenses à régulariser » s'intègrent automatiquement en CGL via SCR3, au débit et au crédit du compte 472.8.

En poste centralisateur

- lors de la sortie de caisse, constatation d'un déficit :

- Débit 461.218 « Déficits des comptaables avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits » ;
- Crédit 531.11 « Numéraire des comptaables centralisateurs ».

Une copie de la fiche de transmission 5110-P333 justifie le débit au compte 461.218.

- inscription en valeurs inactives et transmission pour échange à la Banque de France.

- lors du remboursement par la Banque de France ou la Poste

- Débit 512.11 « Compte courant du Trésor à la Banque de France – Comptaables centralisateurs » ;
- Crédit 461.218 « Déficits des comptaables avant la prise d'un arrêté de débet - Autres déficits ».

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être soumises à la Direction sous le timbre des Bureaux 7C/5A/6C

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LA SOUS-DIRECTRICE CHARGÉE DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

NATHALIE MORIN

ANNEXE : Arrêté du 18 décembre 1997

Arrêté du 18 décembre 1997 relatif aux conditions
de reprise par la direction des Monnaies et médailles et par
la Banque de France des pièces de monnaies détériorées

NOR : ECOT9816269A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code pénal, notamment ses articles 442-1 à 442-7 et 442-13 ;

Vu la loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 relative à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur, notamment ses articles 171 et 174 ;

Vu la loi n° 93-980 du 4 août 1993 modifiée relative au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, notamment son article 15 ;

Vu le décret n° 52-751 du 26 juin 1952 modifié portant codification des textes législatifs concernant les instruments monétaires et les médailles, notamment ses articles 22, 38-1 et 38-2.

Arrête :

Art. 1^{er} - La direction des Monnaies et médailles et la Banque de France, agissant pour le compte du Trésor public, sont autorisées à reprendre à leurs détenteurs, pour leur valeur nominale et après vérification de leur authenticité, les pièces de monnaies monométalliques détériorées émises par l'État et ayant cours légal.

Pour ce qui concerne les pièces bimétalliques, le remboursement n'est effectué que sur présentation d'un minimum résiduel constitué par l'insert.

Art. 2 - L'arrêté du 23 mars 1953 fixant les conditions de reprise par l'administration des Monnaies et médailles des pièces de monnaies détériorées est abrogé.

Art. 3 - Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 1997.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

F. VILLEROY DE GALHAU